



« LES MARCHÉS ÉNERGÉTIQUES NORD-AMÉRICAINS, LE BAS-CHURCHILL ET L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE »

Discours de l'honorable Jim Prentice, C.P., C.R.

Premier vice-président à la direction et vice-président du conseil, Banque CIBC

À la *Maritimes Energy Association*

Le 30 avril 2013

Priorité au discours prononcé

Merci et bonjour. Je suis ravi de me retrouver parmi vous aujourd'hui et d'être de retour à Halifax où j'ai toujours reçu un accueil très chaleureux – ce qui me met sur le même pied que toute autre personne qui soit jamais venue ici en visite.

Mes commentaires d'aujourd'hui porteront essentiellement sur le marché énergétique d'Amérique du Nord – plus précisément sur les perspectives d'indépendance énergétique continentale et ses conséquences pour les États-Unis, le Canada et le Canada atlantique.

Il convient de réfléchir à la façon dont le jeu a changé abruptement et en ce qui a trait à l'approvisionnement de l'énergie sur le continent nord-américain.

Il y a seulement cinq ans, Barack Obama avait déclaré au peuple américain que la réalité était incontestable : les États-Unis n'étaient pas en mesure d'atteindre l'indépendance énergétique tout simplement en continuant de forer. Le futur président n'avait pas prévu les changements qui auraient lieu par la suite, et je ne lui en tiens pas rigueur. Il était loin d'être le seul.

Cinq années plus tard, l'indépendance énergétique continentale – objectif omniprésent du paysage politique aux États-Unis pendant plus d'une quarantaine d'années – est en voie de réalisation. Les changements extraordinaires qui se sont produits dans l'approvisionnement de pétrole et de gaz naturel en Amérique du Nord s'expliquent par les nouvelles technologies et les nouvelles méthodes d'extraction de l'énergie. Simultanément, diverses forces – y compris de nouvelles efficacités – font baisser la demande d'énergie à l'échelle continentale.

Tout cela aboutit à une période d'instabilité et de changements extrêmement corrélatifs pour tous ceux qui ont un intérêt dans le secteur énergétique : les producteurs, les consommateurs, les décideurs politiques et ceux qui s'intéressent à l'environnement en général et au changement climatique en particulier.

Les Canadiens tout comme les Américains ont profité du marché énergétique le plus important et le plus efficace du monde – un marché qui a été créé en réponse à l'embargo pétrolier de l'OPEP en 1973 et codifié par la suite dans nos traités de libre-

échange. En conséquence, la prospérité a augmenté des deux côtés de la frontière. Ici au Canada, le secteur énergétique a aidé à dynamiser nos marchés financiers et du travail. Notre production d'énergie et notre capacité à la vendre, principalement à nos amis aux États-Unis, ont influencé en très grande partie notre succès en tant que pays qui en est aussi tributaire.

Au cours des cinq dernières années, cependant, la production américaine de pétrole a augmenté de 40 pour cent. L'Agence internationale de l'énergie prévoit maintenant que les États-Unis produiront plus de 11 millions de barils de pétrole par jour d'ici 2020, en hausse comparativement à cinq millions de barils en 2008.

Au Canada, entre temps, la production de pétrole augmente d'une année à l'autre de 200 000 barils de pétrole environ par jour. Selon les conjectures que l'on est prêt à formuler au sujet du rythme de l'expansion des sables bitumineux, nous pourrions tabler sur une production nationale de six millions de barils par jour d'ici 2030.

En même temps, l'augmentation de la production de gaz naturel – et l'expansion des réserves récupérables – a progressé à un rythme quasiment exponentiel. L'équilibre entre l'offre et la demande d'énergie en Amérique du Nord a changé de fond en comble. Plus besoin d'importer du gaz naturel; en outre, le volume et la composition des importations de pétrole ont changé de manière spectaculaire. En périodes d'augmentation de la production et de diminution de la demande, le continent nord-américain n'aura bientôt plus besoin du pétrole d'ailleurs.

Voici donc un tour d'horizon de la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement et qui est en transformation constante. La technologie a complètement bouleversé la façon de penser traditionnelle. La production de pétrole et de gaz naturel continuera d'augmenter au Canada et aux États-Unis pendant des années à venir. La consommation de pétrole stagnera, ou pourrait même diminuer, aux États-Unis. En outre, le prix du gaz naturel continental est le plus bas au monde et il le restera pendant encore longtemps.

Comment donner un sens à tout cela?

À dire vrai, cela aura de profondes réverbérations et pourrait même se révéler un peu embarrassant. Personne pour ainsi dire ne s'y attendait, y compris la plupart des prétendus experts.

Cependant, au-delà de tout cela, ce qui compte, c'est que la capacité du marché nord-américain à atteindre l'indépendance énergétique aura une influence positive et de longue durée sur la prospérité et la sécurité de l'Amérique du Nord.

Notre compétitivité industrielle en ressortira renforcée par rapport à virtuellement tous les autres pays du monde, essentiellement en raison des bas prix du gaz naturel qui profiteront aux principales industries consommatrices d'électricité.

Cela encouragera des flux de capitaux d'investissement, réorientera la balance de paiements et renforcera le dollar américain – et tout cela se fera non pas à un moment quelconque dans un avenir distant, mais au cours des cinq prochaines années.

Les États-Unis seront libres de poursuivre en politique étrangère des objectifs qui ne sont pas étroitement définis ou dictés par la nécessité d'avoir accès à des hydrocarbures.

Cela permettra également d'écologiser l'avenir – pendant que les États-Unis recherchent des combustibles de substitution et que la consommation d'énergie par habitant continue de diminuer.

L'Amérique du Nord, dans son ensemble, est sur le point de réaliser quelque chose qui était inimaginable il y a tout juste trois ans à Copenhague : le double avantage d'une énergie abondante et à bas prix et un environnement naturel dont la qualité s'améliore au lieu de se détériorer.

Il s'agit en réalité d'une ère de changements aussi bien remarquables qu'inattendus.

Où se situe le Canada atlantique dans tout cela?

Tout d'abord, cette nouvelle ère présente de bonnes occasions qui auraient été impossibles il y a seulement quelques années.

La transformation du marché continental – et le besoin de plus en plus pressant pour les producteurs dans les sables bitumineux d'avoir accès à de nouveaux marchés – a amené à proposer la construction d'un oléoduc qui transporterait le pétrole de l'Ouest du Canada aux raffineries situées ici dans l'Est.

Le pétrole pourrait commencer à couler dès 2017 et pourrait atteindre au bout du compte 850 000 barils par jour. Cela signifierait de bons emplois bien payants ici dans les Maritimes – dans la construction des oléoducs et dans les opérations des raffineries. Cela revigorerait le port de Saint-Jean, renforcerait notre sécurité en matière d'énergie et nous permettrait aussi d'avoir accès aux marchés d'exportation de l'Europe et d'au-delà. Cela donnerait une plus grande envergure nationale à un secteur qui, pour des raisons bien évidentes, reporte toute son attention sur l'Ouest de notre pays.

Deuxièmement, c'est un moment crucial pour encourager et appuyer le développement d'autres possibilités dans le secteur énergétique de la côte est. Dans un monde compétitif et en transformation constante, nous devons profiter à fond de tous les aspects de l'avantage dont nous disposons en matière d'énergie – pas seulement le pétrole et le gaz, mais aussi le potentiel inhérent à une plus grande production d'hydroélectricité.

Prenons un peu de recul pour examiner ce qui se passe dans notre pays.

Nous assistons à la mise sur pied d'un éventail de programmes d'infrastructure énergétique sur une grande échelle qui sont conçus pour tirer profit de la demande intérieure et étrangère – et pour alimenter la prochaine étape du développement économique du Canada. Des terminaux de gaz naturel liquéfié sur la côte de la Colombie-Britannique. Le projet d'oléoduc de Northern Gateway qui acheminerait le pétrole de l'Alberta vers la côte ouest. Et, bien entendu, ici dans l'Est, parmi d'autres importants projets, le développement proposé du Bas-Churchill.

Le projet hydroélectrique du Bas-Churchill libérerait les derniers 35 % de la capacité de production d'électricité du fleuve Churchill. La première phase, Muskrat Falls,

produirait 824 MW d'énergie propre, renouvelable. La deuxième phase, à l'île aux Mouëttes, en produirait encore plus : 2 250 MW.

La taille et l'envergure du projet sont dignes de mention. Le projet de Muskrat Falls représente à lui seul des dépenses en capital estimées à 7,7 milliards de dollars. Laissez-moi mettre cela en perspective. Hibernia a coûté 5,8 milliards de dollars et l'oléoduc proposé de Northern Gateway coûterait 5,5 milliards de dollars. Bref, nous parlons d'un des plus grands projets d'infrastructure énergétique jamais entrepris au Canada.

Il créerait des emplois équivalant à plus de 16 000 années-personnes dans le Canada atlantique. Il établirait aussi un lien crucial dans le réseau de transport d'énergie électrique du Canada.

Ensemble, en tant que région et pays, nous nous rapprocherions davantage d'un système d'électricité non basé sur le carbone – produisant suffisamment d'électricité non seulement pour subvenir aux besoins des habitants de Terre-Neuve-et-Labrador, mais qui pourrait aussi être vendu à cette province, par le truchement du lien maritime, et dans d'autres régions également.

Lorsque la deuxième phase – celle de l'île aux Mouëttes – sera terminée, la quantité d'électricité disponible à l'exportation augmentera de manière spectaculaire. La diminution des émissions de carbone qui en résulterait correspondrait à enlever 3,2 millions d'automobiles de la circulation.

Au vu de l'instabilité du marché énergétique, nous devons saisir chaque avantage – et le projet du Bas-Churchill représente un avantage de taille pour Terre-Neuve-et-Labrador, pour le Canada atlantique et pour notre pays dans son ensemble.

J'ai déjà manifesté par le passé mon soutien pour le projet du Bas-Churchill et je répète mon opinion aujourd'hui.

Lorsque j'étais en politique, j'ai eu le privilège de servir comme ministre aussi bien de l'Industrie que de l'Environnement. Cette expérience m'a donné une affinité pour le genre de développement qui aide à produire une prospérité généralisée de longue durée – et qui est en même temps écologiquement viable. À mon avis, l'aménagement du cours inférieur du fleuve Churchill, c'est tout ça et encore plus. C'est un projet transformationnel pour le Canada atlantique qui conduira cette région à un nouveau niveau de développement industriel.

Il aidera aussi notre pays à se départir de la production d'électricité alimentée au charbon ou au pétrole – et nous rapprochera du but de devenir une véritable superpuissance en matière d'énergie propre et un important exportateur d'hydroélectricité. Les possibilités sont là : la Nouvelle-Angleterre produit 55 % de son électricité à partir de combustibles fossiles et seulement 13 % de l'énergie hydroélectrique et renouvelable.

Il est important de tirer une leçon de ce que nous avons constaté au cours des cinq dernières années : le danger, c'est de supposer que les choses resteront à jamais comme elles le sont actuellement. Considérez quelques-unes des dynamiques en jeu. Les prix du gaz naturel sont actuellement bas, mais où se situeront-ils d'ici une dizaine d'années? Comment évolueront les marchés de l'électricité au Canada et aux États-Unis?

Hibernia, la centrale sur le cours supérieur du fleuve Churchill, la Baie James, les sables bitumineux : aucun de ces projets n'était considéré comme gagné d'avance. Chacun de ces importants investissements dans l'infrastructure a été effectué parce que des gens intelligents ont eu la vision de tourner leurs regards vers l'avenir – et la prévoyance d'envisager le monde tel qu'il serait.

Lorsque le projet du Bas-Churchill sera terminé, son investissement ne sera pas jugé pendant sa construction, mais plutôt tout au long de son existence. Il sera jugé pendant des décennies, à travers les changements dans le temps et en fonction de la transformation de la demande.

Il ne suffit pas de développer la capacité de production d'électricité. Nous devons aussi veiller à protéger le caractère fondamental du marché de l'énergie qui a permis à nos industries et à notre pays de prospérer. Et c'est là que les embûches potentielles qui guettent notre marché énergétique en transformation constante deviennent apparentes.

Pour la première fois depuis 40 ans, les relations entre le Canada et les États-Unis en matière d'énergie évoluent d'une manière extrêmement importante. Elles ont été définies pendant quatre décennies par, d'une part, une demande insatiable d'énergie – et, de l'autre, par des efforts visant essentiellement à satisfaire ce besoin. Cette dynamique est cependant en train de changer, parce que les États-Unis augmentent leur propre production d'énergie et que les producteurs canadiens cherchent à avoir accès aux marchés en croissance d'Asie.

Ce que nous ne pouvons pas nous permettre, en tant que Canadiens, c'est de tenir nos relations en matière d'énergie avec les États-Unis pour acquises. Cela signifie que nous devons rester vigilants face aux obstacles qui entravent leur bonne marche et leur excellence, et y résister.

Nous devons surtout résister à l'émergence de normes infranationales qui menacent de violer l'esprit et la lettre de nos traités commerciaux.

Dans le secteur de l'énergie renouvelable, de nombreuses administrations américaines mettent au point des normes obligatoires favorisant les investissements dans l'énergie renouvelable qui excluent la source d'électricité renouvelable la plus abondante et meilleur marché : l'hydroélectricité canadienne. Ailleurs aux États-Unis, nous constatons des efforts similaires pour exclure le pétrole brut exporté des sables bitumineux.

Cela pourrait avoir de graves conséquences pour notre pays. On a estimé qu'il serait possible, en l'absence de ces restrictions, de produire et d'utiliser 25 000 MW d'hydroélectricité canadienne au cours des 25 prochaines années, ce qui écologiserait considérablement notre système électrique continental et rendrait encore plus prospères les régions qui sont en mesure d'exporter de l'hydroélectricité. Il est par conséquent essentiel que le Canada s'efforce de faire en sorte que le marché américain reste ouvert à notre hydroélectricité.

Je me suis déjà entretenu avec John Kerry, le nouveau secrétaire d'État américain, de l'importance de préserver notre marché partagé et de faire avancer notre avantage continental. Si nous travaillons ensemble et que nous nous débarrassons du nombre croissant d'irritants, nous arriverons à mettre cet avantage à contribution

pour produire un système énergétique plus propre – l'hydroélectricité canadienne faisant fonction d'entrepôt d'énergie nord-américain, disponible au besoin en un tour de main.

Cela, à son tour, libérerait le volume croissant de gaz naturel américain pour des ventes à l'étranger – ou pour son utilisation dans l'industrie – au lieu de le brûler pour produire de l'électricité.

Une plus grande utilisation de l'hydroélectricité canadienne garantirait au continent nord-américain un avantage non seulement économique, mais aussi sur le plan environnemental – en obtenant une réduction appréciable des émissions même pendant que nous continuons de prospérer et en permettant à notre continent de profiter d'un avenir à faibles émissions de carbone à l'avance d'autres pays.

Si, cependant, cela doit être notre avenir, nous devons résister aux intérêts américains à la recherche de solutions politiques qui léseraient les intérêts des producteurs d'énergie canadiens.

Les relations entre le Canada et les États-Unis en matière d'énergie reflètent la réalité qui veut que le partenaire le moins important ait toujours le plus à perdre dans tout arrangement et nous devons, par conséquent, investir le plus afin de maintenir ces relations saines et solides.

L'an dernier, des représentants du gouvernement fédéral et des provinces se sont rendus en missions commerciales aux États-Unis pour promouvoir et défendre le secteur énergétique du Canada. Nous savons que la situation est en train de changer. Nous savons que l'Amérique est sur le point de devenir un important producteur d'énergie. C'est donc à nous autres Canadiens qu'il incombe de rappeler aux Américains leur engagement à un marché de l'énergie libre et ouvert – et les avantages que ce marché a procurés et continuera de procurer.

Le Canada doit continuer de lutter pour un marché énergétique continental libre d'entraves nationales et infranationales – libre des interventions par des gouvernements qui, bien qu'étant faites avec les meilleures intentions, n'en sont pas moins potentiellement préjudiciables et contre-productives.

Des efforts comme les normes régionales sur les combustibles à faibles émissions de carbone ou les normes régionales obligatoires sur l'énergie renouvelable ne font que restreindre l'accès aux ressources continentales avec les effets concomitants que cela a sur les prix et pour les consommateurs. Un protectionnisme même écologique n'en est pas moins du protectionnisme.

En cette période d'instabilité, nous devons prendre l'initiative des deux côtés de la frontière afin de refondre et renouveler notre partenariat historique, de manière à ce qu'il constitue de fonctionner au profit des deux pays.

Un moyen efficace de relancer ce renouveau serait pour nos gouvernements nationaux de mettre sur pied des groupes de travail dotés de réels pouvoirs – pour prendre la mesure des changements en cours; pour établir des politiques et des accords binationaux visant à promouvoir l'avantage compétitif que nous partageons, et pour éliminer des règlements discordants qui, au bout du compte, ne favoriseront la prospérité d'aucun pays. Miner le marché libre, c'est miner les avantages qu'il procure et le progrès qu'il favorise.

Tout cela pour dire que le Canada doit réagir à la nouvelle réalité énergétique sur le continent en poursuivant ses propres intérêts géopolitiques en tant que l'un des plus importants producteurs d'énergie du monde. Nous pouvons insister pour que le marché continental reste ouvert tout en agissant résolument afin de répondre aux besoins actuels et futurs de nos clients actuels et potentiels.

Si nous jouons bien nos cartes, des possibilités exceptionnelles se présenteront pour le Canada atlantique et pour notre pays dans son ensemble.

En terminant, je reconnais qu'il n'est pas toujours facile de bâtir pour l'avenir – d'investir dans des projets de développement national qui sont en mesure d'améliorer la qualité de vie pour de bon et de manière durable. Cela exige un travail considérable au présent en vue d'une récompense dans un avenir bien lointain.

Mais c'est l'histoire du Canada.

Nous ne devons jamais oublier que notre vaste pays a été construit à partir de rêves d'une ambition démesurée, d'une échelle et d'une envergure colossales.

Ces rêves ont pris la forme de projets comme le Chemin de fer Canadien Pacifique, la Baie James, et l'autoroute transcanadienne. Chacune de ces entreprises a laissé sa marque sur le développement, le progrès et la prospérité du Canada.

Durant une période de profonds changements dans le monde, nous devons exploiter toutes nos ressources. Afin de créer des emplois. Afin d'encourager le développement économique, et de créer de la prospérité aujourd'hui, demain et pour des générations à venir de Canadiens.

La construction de notre pays se poursuit constamment. Ce travail continu de construction du Canada est la tâche qui nous a été confiée.

Merci.